

*Initiatives ministérielles*

un exposé comme celui d'hier, le ministre aborde le problème par le mauvais bout, en versant le médicament dans la petite ouverture et en le laissant couler par la grande où son effet se dissipe.

D'autres députés ont parlé du million et demi de chômeurs de notre pays et des deux millions et demi d'assistés sociaux. En tout, c'est quatre millions de personnes. C'est un problème grave, surtout pour ceux qui sont touchés. On a beaucoup parlé d'eux et du tort qu'on leur fait avec cette mesure.

On pourrait envisager autrement le cas de ces gens. Ce sont tous des consommateurs en puissance. Ils veulent tous acheter des choses, mais ils n'en ont pas les moyens. Que fait le gouvernement? Il annonce qu'il aidera les petites entreprises à produire davantage et qu'il leur donnera une chance en augmentant leurs possibilités d'amortissement, afin qu'elles puissent en profiter encore plus. Cette mesure a été adoptée dans le budget du printemps dernier.

Cela n'aidera pas les petites entreprises. Ce sera inutile si elles ne peuvent rien produire, et elles ne peuvent rien produire si elles ne peuvent rien vendre. Or, elles ne peuvent rien vendre si elles n'ont pas de clients qui désirent acheter et qui en ont les moyens. C'est là qu'est le problème.

Le gouvernement veut maintenant augmenter la limite de prêt. À quoi sert d'annoncer à l'emprunteur que la banque lui prêtera plus d'argent, s'il doit pour cela produire un état financier qui prouve qu'il peut faire des profits, sans quoi il n'obtient pas un sou, quel que soit le taux, quelle que soit la limite? Si cet entrepreneur pouvait plutôt présenter ses prévisions au créancier, en lui disant qu'il a un public tout prêt à acheter son produit maintenant, ses chances d'obtenir son prêt seraient bien meilleures.

Au lieu d'aller prendre l'argent aux chômeurs et aux démunis, le gouvernement devrait plutôt leur en donner, verser le remède par le tube de l'entonnoir plutôt que l'inverse, et l'acheminer vers les personnes qui en ont le plus besoin.

Le ministre des Finances a entendu beaucoup de conseils depuis le début de ce débat, hier après-midi à 15 h 15, jusqu'à minuit, hier soir, et il en entendra encore probablement jusqu'à minuit ce soir. J'éprouve de la sympathie pour lui. D'un côté, des députés de son propre parti lui disent qu'il a fait de l'excellent travail, et de l'autre, des députés de l'opposition lui disent qu'il a fait un travail terrible. Ils disent, comme moi, qu'oser présenter un tel exposé, c'est avouer son échec.

Je ne sais pas s'il aimerait, pendant un instant, réfléchir à ce dont j'ai parlé et que vous avez entendu, madame la Présidente, à savoir qu'il devrait inverser l'entonnoir: verser l'argent là où se trouvent les clients éventuels; mettre le pouvoir d'achat à la disposition des quatre millions d'assistés sociaux et de chômeurs. Alors, les petites entreprises auraient la possibilité de prendre de l'expansion.

Cela créerait des emplois. Cela stimulerait l'économie. Donner l'argent directement aux petites entreprises et, si elles font déjà des profits, qu'elles en fassent un peu plus. Si elles ne font pas de profits, cela ne va pas les aider. Cela ne leur permettra pas de faire des emprunts. Elles ne pourront pas rien faire de plus, sauf peut-être reculer le moment où elles devront déclarer faillite, comme c'est le cas pour de plus en plus d'entreprises dans ce pays.

Il y a quelque chose à faire, et ce n'est pas nouveau. C'est une chose que le gouvernement n'a jamais tenté de faire, soit consacrer plus d'argent à l'éducation. Le gouvernement a réduit l'aide financière qu'il accordait aux provinces pour leurs programmes d'enseignement. Il n'a pas livré les programmes de formation qu'il s'était engagé à livrer dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Ce sont des mesures comme celles-là qui pourraient et devraient être prises pour faire bouger les choses au Canada.

Ce que le gouvernement pourrait faire de mieux pour le moment, c'est confier l'argent aux personnes qui, au Canada, le dépensent pour l'achat de produits fabriqués au Canada, et non pour l'achat de produits importés, surtout quand le dollar est en baisse. C'est bien. Cela signifie que des personnes vont acheter plus de produits fabriqués au Canada, plus d'articles fabriqués chez nous parce que les produits importés coûtent plus cher et que cela aide les exportations.